

Le Jour, 1952
17 juillet 1952

LA CONQUETE DE JERUSALEM (suite)

Le Secrétaire général d la Ligue arabe se met enfin en mouvement pour protester contre le transfert à Jérusalem des services du Ministère des Affaires étrangères d'Israël. Il ne s'est pas mis hors de souffle pour cela.

Si Azzam pacha consacrait à la Palestine le quart du temps et des efforts qu'il consacre au Pakistan et à l'Indonésie, les chances arabes en face des prétentions juives seraient meilleurs ; mais le Secrétaire général de la Ligue est comme perdu dans un rêve. Pendant que sa Ligue se désagrège, il vogue mentalement sur les mers lointaines. **Il ne paraît pas se rendre compte du déclin de l'institution qui a fait de lui son secrétaire général, ni de la désaffection des pays dont le consentement l'a mis où il est. Car enfin Azzam pacha est secrétaire général de la Ligue arabe et non point d'une combinaison quelconque « arabo-asiatique ». Ses devoirs sont connus et ils pourraient être définis avec précision cependant que les pays de la Ligue obéissent aux forces centrifuges que chacun peut voir.**

Azzam pacha a vu longuement, disent les dépêches, M. Jefferson Caffery. Il faut espérer que l'Ambassadeur des États-Unis au Caire se sera montré attentif. Il faut espérer que la nouvelle menace israélienne contre Jérusalem ne l'aura pas laissé impassible. **En transportant son Ministère des Affaires étrangères à Jérusalem, Israël laisse supposer que les représentants des puissances à Tel-Aviv le suivront, ce qui serait la plus affligeante capitulation des Nations-Unies, la plus décourageante, la plus inhumaine.**

Car, si la conquête de Jérusalem est dans les plans avoués d'Israël, le devoir des Nations-Unies est de s'opposer à cette conquête, et d'abord en faisant respecter leurs propres décisions.

Jérusalem n'est pas une ville à prendre. Jérusalem n'est pas une ville à vendre. Pendant que la Chrétienté gémit et l'Islam avec elle, l'indifférence des Nations-Unies devient de plus en plus incompréhensible et coupable. **Si les Nations-Unies cherchaient délibérément la guerre et non point la paix, en Palestine, elles n'agiraient pas autrement qu'elles font.**

Tandis qu'on prépare les élections présidentielles aux États-Unis, Israël mûrit son nouvel exploit. Il sait les égards qu'on lui doit du côté de New-York et de Washington, **et que les Américains, « physiocrates » décidés en politique juive, pratiqueront le « laissez-faire » le plus indulgent.**

Mais Jérusalem, comme l'entreprise juive toute entière, peut devenir une cause de guerre généralisée, comme la Corée, comme les Balkans ou Berlin. Les Nations-Unies en permettant à Israël d'aller à de telles provocations accroissent le danger d'expansion et d'explosion. ELLES ACCEPTENT QUE LA SUSPICION LEGITIME DES ARABES CROISSE AU POINT DE RENDRE TOUTE PAIX IMPOSSIBLE. Elles vont contre leur

but, au moment où l'internationalisation de Jérusalem paraît une condition fondamentale de la paix.

Si la crise générale dans laquelle Israël se débat, crise politique, sociale, économique, financière, monétaire n'inquiète pas les Nations-Unies dans le sens d'une explosion d'Israël, rien ne les sortira de leur léthargie.

C'est pourtant une chose qui crève les yeux que le monde juif préférera sans hésitation, une guerre mondiale à la faillite d'Israël.

Sur ce chemin de la violence et de la mort, le transfert à Jérusalem des Affaires étrangères d'Israël est une étape certaine. A partir de là aucune compagnie d'assurances ne devrait raisonnablement assurer contre les dangers qu'ils courent nos sanctuaires, ni la Mosquée d'Omar. Et c'est à la marche vers « l'accomplissement de la vision », (the fulfilment of the vision) dont parlait l'an dernier Ben Gurion, que l'on assiste.

SI LA JORDANIE DE GLUBB PACHA NE VEUT PAS FAIRE LE JEU D'ISRAEL ET SI L'ANGLETERRE NE VEUT PAS PASSER POUR COMPLICE ; SI, D'AUTRE PART, LA JORDANIE N'EST PAS DEVENUE ETRANGERE A LA LIGUE, LE GOUVERNEMENT D'AMMANE DOIT FAIRE IMMEDIATEMENT COMME CELUI DE TEL-AVIV, ET ANNONCER QU'IL TRANSPORTE, LUI AUSSI, DE TOUTE URGENCE, SES AFFAIRES ETRANGERES A JERUSALEM.

ON PEUT PENSER QU'ALORS, MAIS ALORS SEULEMENT, LES NATIONS-UNIES INTERVIENDRAIENT.